Eurogroupe
pas la réponse jusqu'à

En hausse

L'ALLEMAGNE – Les ventes de détail ont progressé en Allemagne de 1,5 % en septembre sur un mois, selon des chiffres provisoires publiés mercredi 31 octobre par l'Office fédéral des statistiques Destatis. En août, elles avaient augmenté de 0,1 %, après un recul de 1,3 % en juillet.

En baisse

L'ARGENTINE – Standard & Poor's a abaissé, le 30 octobre la note de la dette de l'Argentine, en raison de risques financiers *« croissants »*. Une cour américaine a rejeté un recours de Buenos Aires contre un jugement condamnant le pays à rembourser ses créanciers privés, le 26 octobre.

Les cours du jour (31/10/12, 09h49)

EURO	1 euro	**1,2962** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1710** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**85,62** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**2,25** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**1,73** (à dix ans)

En un an, Mario Draghi a su apaiser les marchés

L'Italien a imposé son style à la tête de la Banque centrale européenne et ramené un peu de calme en zone euro

Récit

C'était il y a un an. Le 1er novembre 2011, Mario Draghi succédait à Jean-Claude Trichet à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE). Son arrivée à Francfort, siège de l'institution, s'était faite sur la pointe des pieds – seul, sans garde rapprochée – mais dans un contexte explosif. La zone euro, était, depuis des mois, sens dessus dessous : Grèce en situation de quasi-faillite, Etats assommés par les dettes et malmenés par les marchés financiers...

Une année plus tard, si rien n'est encore définitivement réglé, l'atmosphère a changé. Les marchés ont accordé un peu répit à la zone euro. M. Draghi n'y est pas étranger. Cet Italien de 65 ans a su imposer sa méthode et ses armes.

Le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, à Francfort, siège de l'institution monétaire, le 6 septembre. MICHAEL PROBST/AP

L'usage d'armes inédites

Dès ses premières semaines de présidence, certains ont cru déceler « une patte Draghi ». D'abord avec deux baisses des taux, ensuite avec des prêts aux banques d'une durée inédite de trois ans.

Reste que *« la baisse des taux avait déjà été discutée lors du dernier conseil de M. Trichet »*, se souvient un des vingt-trois membres du conseil des gouverneurs. Quant aux prêts à trois ans, *« c'était la suite logique des mesures précédentes : le staff de la BCE travaillait déjà dessus. »*

Le moment fort de la présidence Draghi aura lieu le jeudi 26 juillet, à la veille de l'ouverture des Jeux olympiques. A Londres, devant des investisseurs et le prince Charles, le patron de la BCE amende à la dernière minute un discours pourtant comme toujours calibré minutieusement. Et glisse deux phrases chocs : *« La BCE est prête à faire tout ce qui est nécessaire, dans le cadre de son mandat, pour préserver l'euro. Et croyez-moi, ce sera suffisant. »*

Les marchés comprennent vite : la banque centrale va refaire tourner la planche à billets pour éponger de la dette des pays en difficulté. Deux réunions du conseil des gouverneurs plus tard, début août puis début septembre, tous les détails d'un nouvel instrument, baptisé OMT (*Outright monetary transactions*), sont dévoilés.

Quand M. Draghi s'exprime à Londres, la BCE travaille déjà depuis quelques semaines sur un geste fort pour répondre à l'extrême tension sur les marchés. Mais pas question de réactiver l'ancien programme d'achat de dettes, en sommeil depuis février, un outil bricolé dans l'urgence en mai 2010. Trop de défauts : ce précédent outil a notamment pu pousser des Etats, se croyant sauvés, à retarder des réformes.

Très vite, une idée s'est donc imposée : le nouveau programme ne sera activé que sous stricte conditionnalité. En clair, la BCE n'achètera de la dette que si un pays engage de profondes réformes. Et pour que l'institution monétaire, sans légitimité démocratique, ne soit pas accusée de dicter sa loi aux Etats, elle n'interviendra que si un pays a préalablement fait appel aux fonds de secours européens, et donc signé avec les autres Etats de la zone euro un programme de réformes.

Mario Draghi dit même être prêt à mettre en œuvre des moyens *« illimités »*. Résultat, les marchés se sont apaisés. Au moins jusqu'à ce jour...

Une nouvelle forme de management

Le discours de Londres n'a pas surpris que les marchés. A Francfort aussi, même les plus proches collaborateurs de M. Draghi l'ont découvert à travers les dépêches des agences de presse.

« On avait beaucoup parlé d'un acte fort, du dispositif à adopter, mais il a lui-même choisi son moment comme la forme du message, confie l'un d'entre eux. *C'est seul qu'il a pris ses responsabilités. »*

On est à mille lieues des méthodes de M. Trichet, adepte de la collégialité, qui soumettait la moindre inflexion dans ses propos aux vingt-trois membres du conseil.

Non pas que M. Draghi soit indifférent aux avis des autres. Ses proches le présentent comme pragmatique, à l'écoute, réceptif aux arguments de chacun, toujours affable, n'hésitant pas à beaucoup déléguer pour se concentrer sur une tâche jugée prioritaire.

Mais il lui faut des temps de réflexion, seul, pour digérer toutes les informations. Et il aura toujours tendance à préférer les entretiens en tête-à-tête, lui qui n'a jamais caché son rejet des longues réunions où chacun s'exprime à tour de rôle.

« C'est un management à l'anglo-saxonne », résume d'ailleurs une de ses vieilles connaissances. Quitte à désarçonner.

Au soir de son premier conseil des gouverneurs, le 2 novembre 2011, les présidents des banques centrales nationales se sont retrouvés dans la nuit francfortoise vers 22 heures, certains sans trop savoir quoi faire : sous l'ère Trichet, ils ne sortaient jamais de réunion avant 23 heures ou minuit.

Une communication à coups de ballons d'essai

L'arme principale d'un banquier central reste le verbe. La parole du président de la BCE est certes devenue plus rare que par le passé, mais M. Draghi est passé maître des petits ballons d'essai. Des propos qui ne l'engagent pas personnellement ou peuvent être démentis, mais qui permettent de mesurer la température des marchés et l'état d'esprit des politiques.

Exemple, le 3 septembre, trois jours avant la présentation du détail des OMT : ce jour-là, M. Draghi s'exprime à huis clos devant le Parlement européen et indique que la BCE pourrait acheter des emprunts d'Etat arrivant à échéance jusque dans trois ans.

Avec une centaine de personnes dans la salle, la probabilité de garder ces propos secrets était quasi-nulle. De fait, il y a eu une fuite. La mesure dévoilée a été vivement saluée par les marchés.

Les quatre autres membres du directoire de la BCE sont aussi mis à contribution. Ils s'expriment désormais bien davantage qu'à l'époque de M. Trichet. Et eux aussi peuvent être utilisés pour pousser les débats dans un sens.

L'Allemand Jörg Asmussen et le Français Benoît Cœuré ont été bien plus clairs que le président sur la participation souhaitée du Fonds monétaire international aux programmes d'aide pour déclencher les OMT. Simplement parce que M. Draghi n'a longtemps pas pu le dire clairement, au risque d'avoir à se désavouer.

Un art « florentin » de la manœuvre

L'adjectif revient en permanence chez les personnes amenées à le rencontrer : c'est un *« Florentin »* – un comble pour un Romain pur jus –, avec son art consommé de la manœuvre politique. Avec lui, pas de grand discours sur l'avenir de la zone euro comme avec M. Trichet. Seulement des prises de position qui peuvent lui permettre d'atteindre l'objectif fixé.

M. Draghi ne s'est ainsi jamais prononcé sur la question des eurobonds (dettes communes aux Etats européens) : aucun intérêt pour lui, l'horizon est trop lointain ; surtout, c'est une ligne rouge pour la chancelière allemande Angela Merkel, qu'il s'attache à soigner tout particulièrement.

Italien et donc, forcément frivole, selon le cliché, M. Draghi n'a du coup cessé d'envoyer des gages d'orthodoxie à Berlin. En insistant sans cesse sur l'objectif principal de maintien de la stabilité des prix, en évoquant *« l'exemple »* du modèle allemand ou en s'adressant de façon inédite devant le Bundestag. Autant de garanties qui ont poussé Mme Merkel à soutenir les OMT et à isoler la puissante Bundesbank, la banque centrale allemande, à l'intérieur du conseil des gouverneurs de la BCE comme dans son pays. ■

CLÉMENT LACOMBE

Espagne, supervision bancaire... Encore des défis à relever

MARIO DRAGHI et la Banque centrale européenne (BCE) devraient rester en première ligne ces prochains mois. D'abord avec l'activation concrète du programme d'achat de dettes publiques, si jamais l'Espagne venait enfin à demander formellement l'aide de ses partenaires européens. A charge pour l'institution monétaire de prouver aux marchés financiers qu'ils ont eu raison de craindre ce nouvel instrument.

M. Draghi devrait par ailleurs faire de nouveau l'objet de pressions pour accepter des pertes sur son portefeuille de dette grecque, afin de donner un peu d'air au pays. Une issue rejetée fermement jusqu'ici, car cela s'apparenterait à du financement monétaire selon l'institution, formellement interdit par les traités.

Mais le gros morceau viendra l'année prochaine, avec le gigantesque chantier de la coordination de la supervision des banques de la zone euro d'ici à la fin 2013 : *« un tsunami »* sur l'institution, selon une source interne.

La Banque centrale devra alors harmoniser les procédures de contrôle dans les dix-sept pays, mettre en place ses propres systèmes d'inspection des banques, sans doute créer un corps d'inspection des superviseurs nationaux... Autant de tâches qui devraient gonfler ses effectifs, avec 200 à 250 salariés qualifiés supplémentaires (nouveaux embauchés ou issus des superviseurs nationaux).

Restera aussi un autre défi à relever, plus personnel pour M. Draghi : parvenir à faire oublier son passage chez Goldman Sachs entre 2002 et 2005, la banque notamment accusée d'avoir aidé la Grèce à masquer une partie de sa dette en 2000. Si le président de la BCE a dit *« assumer »* son passage chez Goldman Sachs dans un entretien au *Monde* en juillet, il a pris soin des deux députés qui l'avaient interrogé sur ce passé lors de sa première audition au Parlement européen : la socialiste Pervenche Berès et l'écologiste Pascal Canfin (aujourd'hui dans le gouvernement Ayrault) ont eu droit par la suite à un entretien en tête à tête. ■

C. L.